

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 42 (1995)
Heft: 6

Rubrik: Kantone = Cantons = Cantoni

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

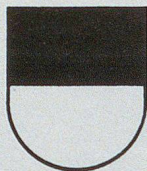
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



FRIBOURG

Assemblée générale de l'UFPC

Défilé de mode à l'Union fribourgeoise

C'est en présence de Pierre Aeby, conseiller d'Etat, Paul Thüring, directeur de l'OFPC que s'est déroulée l'assemblée générale de l'UFPC. Il a été question de catastrophes, de restructuration de la ville de Fribourg, ainsi que d'une présentation du nouvel équipement personnel des détachements d'intervention.

RENÉ MATHEY

La partie administrative a été rondement menée. Signalons simplement au chapitre des activités futures une participation du canton de Fribourg au Comptoir Suisse de septembre prochain. La section de l'UFPC envisage également de participer en tant qu'observateur au prochain exercice de défense générale. Sur le plan de l'information, la participation des communes est sollicitée pour qu'elles signalent leurs exercices afin que l'UFPC puisse faire le relais en direction des médias.

Francis C. Lachat a été particulièrement frappé par l'ensemble des catastrophes intervenues ces derniers temps en Suisse et en Italie. Pour lui, le nombre de victimes dans une catastrophe dépend moins des secours alors organisés, que de tous ceux qui, en temps ordinaire, ont fait – ou n'ont rien fait – pour préparer et soutenir le sauvetage.



Paul Thüring, directeur de l'OFPC, Francis C. Lachat, président de l'UFPC et Pierre Aeby, conseiller d'Etat (de gauche à droite).

Son vibrant plaidoyer s'adresse en premier lieu aux pouvoirs politiques qui pourraient avoir la tentation de diminuer par trop drastiquement les budgets concernant à la fois la formation et l'équipement du personnel appelé à intervenir.

En cas de malheur, poursuit F. C. Lachat, il sera trop tard pour exprimer des regrets. En conclusion, il affirme que c'est finalement un devoir de bon gestionnaire que de soutenir l'achat d'un équipement adéquat. La prime d'assurance se paie avant le sinistre, pas après. Il s'agit donc bien d'un investissement.

Restructuration de la PCi de la ville de Fribourg

C'est au chef de l'organisation de PCi de la ville de Fribourg, Paul Mauron, que revient le soin de présenter sa nouvelle structure. La rédaction de «Protection civile» ne présente ci-dessous qu'un bref extrait de l'exposé de Paul Mauron. Un dossier détaillé paraîtra dans un prochain numéro.

La commune de Fribourg abrite 32000 personnes. Il y a 3800 immeubles habités dont 580 équipés en places protégées. La topographie est très tourmentée. Il existe un certain nombre de dangers dont ceux

liés aux inondations et aux glissements de terrain, à la présence d'entreprises traitant des produits chimiques, comme de la proximité de la centrale de Mühleberg. D'autre part, le risque feu existe, notamment dans les zones de la vieille ville.

Face à ces différents problèmes, il a été décidé de fractionner la ville en 2 secteurs, et non plus 3 car trop lourd à gérer, 7 quartiers, 57 îlots. Sur le plan du personnel et selon la PCi 95, Fribourg doit disposer de 1390 personnes (2500 selon 1971) dont 755 sont actuellement formées. Le déficit est donc de 46%. Un des obstacles réside dans la difficulté de trouver du personnel qui souhaite s'engager et de le former dans le domaine de la conduite. La protection des biens culturels pose également un certain nombre de problèmes.

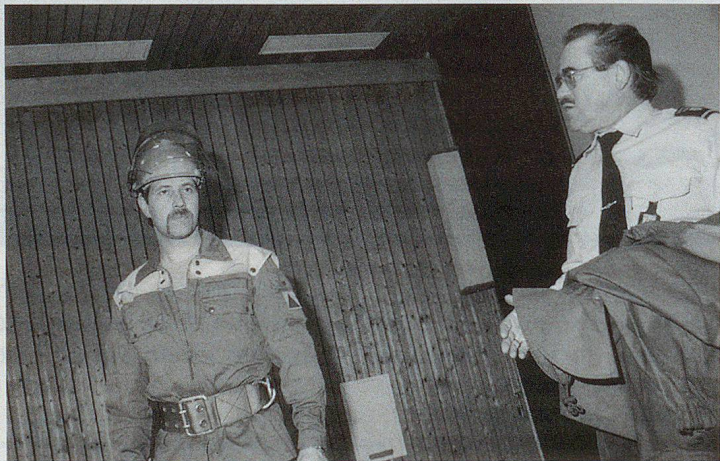
Pour Paul Mauron, la coopération avec les sapeurs-pompiers est particulièrement fructueuse et a permis de dégager une série de solutions.

Le message de Pierre Aeby

Pour Pierre Aeby, conseiller d'Etat, la PCi 95 marque aussi pour le canton de Fribourg une forme de restructuration. «Pour rassurer tout le monde, renchérit Pierre Aeby, cette restructuration ne signifie pas un démantèlement mais il s'agit de mieux assurer les nouvelles missions, de façon plus légère, et plus rationnelle.»

La restructuration s'exprime au travers de la suppression de quelques unités de travail au sein de l'Office cantonal, à la faveur de départs à la retraite. «Ceci devrait se poursuivre encore ces années prochaines, poursuit Pierre Aeby. Le poste de chef d'office a été mis au concours, en fait il sera fait appel aux forces internes puisque l'unité en tant que telle a été supprimée.»

Pierre Aeby déclare en outre qu'il n'est prévu aucun investissement, ni aucune amélioration des infrastructures du Centre d'instruction de Sugiez. ▣



La nouvelle tenue de la PCi présentée par le sapeur Gabriel Francey.

PHOTOS: RM/INFO, PULLY



GENÈVE

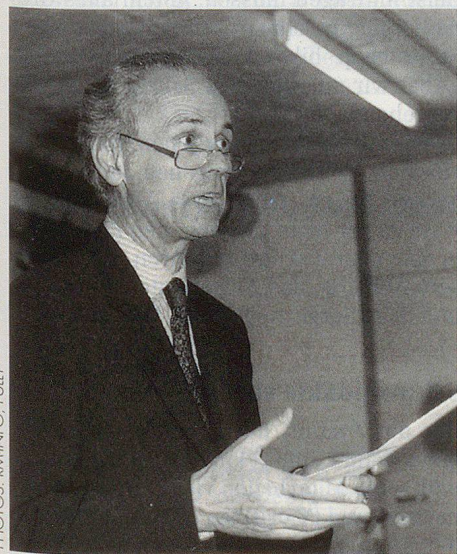
Nouveauté dans l'information

Restructuration de l'AGPC

C'est le PC du centre de Valavran, à quelques encablures de l'aéroport de Cointrin, appartenant au groupement des six communes, qui accueillait l'assemblée générale de l'Association genevoise pour la protection civile. Parmi les personnalités présentes, on reconnaissait Georges Bouvier, maire de Bellevue, Philippe Wassmer, directeur de la Sécurité civile, Madame Madeleine Bernasconi, inspectrice cantonale adjointe à la PCI et le colonel Christian Zbinden, cmdt ER Sauv 76 (95).

RENÉ MATHEY

Pendant la restructuration de la PCI genevoise, l'AGPC n'a pu mener à bien son travail d'information. C'est maintenant chose faite, précise Jacques-Simon Eggly. Pour le président, compte tenu des changements intervenus, l'AGPC se doit de se resituer et de redéfinir son identité. C'est donc l'ensemble de l'action de l'association qui a été revue.



Jacques-Simon Eggly, président de l'AGPC: «L'AGPC doit contribuer à l'information du public, avec les Services officiels.»

Le bulletin sera revu dans son look et son contenu, afin de mieux tenir compte de l'aspect communal de la protection civile. La charge de la rédaction a été confiée à Claude-Blaise Piguet. Par ailleurs, le stand de la Foire de Genève qui a toujours autant de succès, sera vraisemblablement renouvelé.

Quelques inquiétudes

Jacques-Simon Eggly se montre soucieux de la perte régulière du nombre des membres de l'association. Par ailleurs, la diminution régulière des aides accordées par l'Etat et quelques communes affaiblissent les moyens financiers et peuvent, à la longue, mettre en péril les actions d'information de l'AGPC: une commission sera chargée de trouver les voies et moyens d'y remédier comme de resserrer les liens avec les astreints de la PCI.

On restructure

Comme le dit Jacques-Simon Eggly: «Dans le but de redynamiser son action, d'imaginer de nouveaux moyens d'information et de trouver les ressources financières, le comité propose un nouveau Comité. Au lieu de 24, celui-ci sera formé de 15 personnes, toutes proches ou directement engagées dans la PCI.»

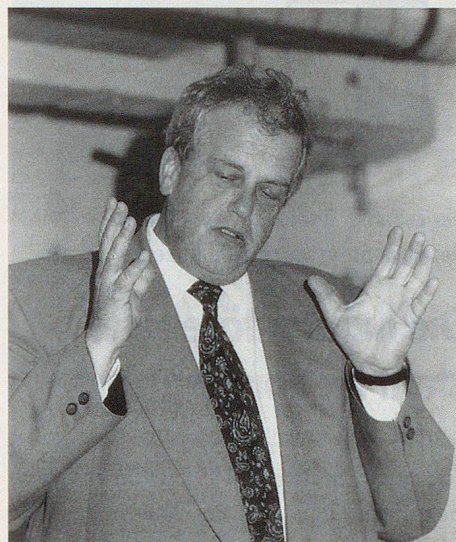
Pour le reste, le montant des cotisations a été revu à la hausse pour 1996, soit pour les membres individuels à Fr. 35.- au lieu de Fr. 30.-. Cette augmentation est justifiée par le fait que l'Union suisse de PCI a également décidé d'augmenter les siennes de Fr. 1.- par membre, auquel s'ajoute un supplément de Fr. 1.- pour l'abonnement à la Revue.

Tokyo à Genève, une réalité?

C'est un thème, oh combien actuel, que Jean-Claude Landry, chef du Service de l'Ecotoxicologue cantonal était appelé à traiter.

Avec sa faconde et son style inimitable, Jean-Claude Landry a tout d'abord fait un résumé de la situation qui s'est présentée à Tokyo, ce fameux 20 mars. Il fait remarquer en passant que les médias, dans cette affaire, se sont retrouvés en quelque sorte un peu piégés, par absence de documentation préparée, notamment sur le Sarin. Ce qui explique que le premier qui parlait, avait sans doute raison. Ce qui ne signifie pas, dans son esprit, que les informations étaient fausses; elles étaient seulement partielles.

Avant de parler du Sarin, Jean-Claude Landry a dressé un portrait «vulgarisé» du système de communication nerveux à



Jean-Claude Landry, chef du Service de l'Ecotoxicologue cantonal.

l'intérieur du corps humain et de ce qui pourrait contrecarrer les ordres de l'une ou l'autre des cellules. C'est en partant des pesticides classiques, mettant en œuvre schématiquement «de l'oxygène, du phosphore, du fluor – une espèce de truc, dit-il – qu'on arrive au gaz de combat (Sarin, Tabin, agent VX, etc.) dont la seule chose qui le différencie du pesticide cité plus haut est le fluor».

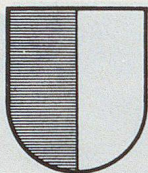
A ce stade, plus personne, hormis ceux qui auraient une formation de chimiste, ne comprend les différences figurant sur les schémas décrivant les formules. Ce qu'il faut savoir, précise J.-C. Landry, c'est le fait qu'il existe tout de même une forme d'antidote, mais il faut en disposer avant, sans cela...!

Pour être clair, Jean-Claude Landry affirme aussi qu'il est relativement simple de se procurer les ingrédients permettant de fabriquer le Sarin, dont la fabrication ne requiert que quelques connaissances de base.

La possibilité qu'un tel attentat se produise en Suisse est réelle. «La seule chose qui ne tient pas à Genève est celle d'une diffusion du Sarin dans le métro ... mais elle subsiste dans n'importe quel endroit fermé.» Le problème qui subsiste pourtant dans les différents scénarios pourrait être celui de l'utilisation d'autres substances, infiniment plus dangereuses.

Finalement, la seule protection possible contre de tels attentats consiste à être bien renseigné. Pour le reste, la cellule AC du laboratoire Ecotox travaille en permanence, notamment avec la police, pour la recherche et l'identification des substances suspectes.

C'est une façon concrète et pratique de se préparer à une intervention toujours possible. ▀



LUZERN

Der Luzerner kantonale Amtsvorsteher Hermann Suter setzt neue Akzente

Die humanitäre Hilfe steht im Vordergrund

Seit dem 1. September 1994 ist Dr. phil. Hermann Suter Vorsteher des Amtes für Zivilschutz des Kantons Luzern. Sein Amtsantritt fiel mitten in eine Zeit des Umbruchs. Für Hermann Suter war das Herausforderung und Chance zugleich. Seine Zielsetzungen: «Wir müssen das bisher Aufgebaute in seiner Substanz bewahren und mit aller Kraft den neuen Hauptauftrag der Nothilfe wahrnehmen.»

EDUARD REINMANN

Für den Historiker und Bildungsfachmann Hermann Suter war der Weg in den Zivilschutz nicht vorgezeichnet. Er ist ein «Quereinsteiger». Man könnte es sogar als glücklichen Zufall bezeichnen, dass zur richtigen Zeit der richtige Mann an die Spitze des Luzerner Zivilschutzes gestellt wurde.

Suter war bis 1993 Rektor des Lehrerseminars der Stadt Luzern. Als sich die Stadtbehörden unter dem finanziellen Druck entschlossen, die eigenen städtischen Mittelschulen nicht mehr weiterzuführen, musste sich Suter neu orientieren. Unter mehreren Möglichkeiten wählte er jene, die ihm gefühlsmässig am nächsten lag – den Zivilschutz. 1993 stieg er als Chef ZSO der Stadt Luzern in den für ihn neuen Bereich ein. Er erkannte die Chancen, die sich mit der Neuorientierung und den steigenden Ansprüchen an die Ausbildung eröffneten. Suter: «Hier liess sich echte Aufbauarbeit leisten.»

Aber ganz zuvorderst stand das Humanitäre, der Wunsch, Menschen in bedrängter Lage Hilfe anzubieten. Diese Haltung hat ihre Wurzeln im Elternhaus. Hermann Suters Eltern taten in aller Stille viel Gutes, ohne davon viel Aufhebens zu machen. Ein Erlebnis aus der Kinderzeit prägte ihn aber ganz besonders. Als sechseinhalbjähriger Knabe besuchte er 1946 zusammen mit seinem Vater Verwandte in Deutschland. Er sah die zerbombten Städ-

te, die verhärmten Menschen, das Elend und die notleidenden Kinder. Unter diesen Kindern waren zwei, die während des Krieges die Mutter verloren hatten; der Vater war bis 1955 in russischer Gefangenschaft und galt damals als verschollen. «Diese Erlebnisse haben sich tief eingepägt und sind noch genau so gegenwärtig, als wäre alles erst gestern gewesen», berichtete Hermann Suter. «Je länger ich über das Leben nachdenke, um so stärker kommt mir zum Bewusstsein, wieviel Not in der Welt herrschte und heute noch herrscht.»

Als erwachsener Mensch haben das Studium der Geschichte und die Konfrontation mit ihr dieses Denken bestärkt. Suter: «Die Geschichte ist zum grossen Teil eine Anhäufung von Elend. Da darf man nicht einfach zur Tagesordnung übergehen.» Im Laufe der Jahre haben sich viele Erlebnisse verdichtet, wie zum Beispiel der Besuch ehemaliger Konzentrationslager oder in jüngster Zeit das schreckliche Geschehen im Balkan. Mit grosser Aufmerksamkeit verfolgt Suter auch die Tätigkeit des Schweizerischen Roten Kreuzes, zu dem er gute Kontakte pflegt. «Unter allen diesen Aspekten ist es mir ein echtes Anliegen, den Zivilschutz in eine humanitäre Richtung zu bringen», betonte Suter im Gespräch mit «Zivilschutz». «Es wäre schön, wenn der Zivilschutz vermehrt im Ausland eingesetzt werden könnte. Es gibt aber auch viel Not im eigenen Land.»

Ein guter Start

Seit nahezu zehn Monaten ist Hermann Suter nun kantonaler Amtsvorsteher. Mit der ihm eigenen Tatkraft hat er die neue Aufgabe angepackt. Die Startphase hat er sehr positiv erlebt. «Ich hatte und habe auch heute noch hervorragende Unterstützung durch meinem Vorgänger Franz Baumeler, ich geniesse eine ausgezeichnete Begleitung durch das Bundesamt für Zivilschutz, von meinen Mitarbeitern im Amt wurde ich gut aufgenommen. Das alles sind Voraussetzungen für eine schöne und fruchtbare Arbeit.» Wer mit Hermann Suter zu tun hat, spürt auch, dass er sich in einer kurzen Zeit grosse Sachkompetenz angeeignet hat und dass er «im Bild» ist.

Es ist ihm bewusst, dass die mit dem Amt verbundenen Aufgaben viel Geduld zu ihrer Umsetzung erfordern. Den Zivilschutz erlebt er als eine Organisation, die einem grossen Wandel unterworfen ist und deren Tätigkeit laufend neu hinterfragt werden muss. Suter hat erkannt, dass das Milizsystem ein zwar beharrliches aber subtiles Vorgehen erfordert und dass die gesteckten Ziele nur erreicht werden können, wenn alle am gleichen Strick ziehen. Damit

Hermann Suters Leitideen

Wir zeigen Kritikfähigkeit und sind bestrebt, unsere Tätigkeiten dauernd zu überdenken und zu verbessern.

Wir schenken der Kaderplanung, -auswahl, -schulung und -förderung grosse Beachtung.

Wir fördern durch die qualifizierte Weiterbildung im Zivilschutz positive Auswirkungen im beruflichen und gesellschaftlichen Umfeld.

Wir bilden nach den Grundsätzen der modernen Erwachsenenbildung aus.

Wir leisten in ordentlichen und ausserordentlichen Lagen einen wesentlichen Beitrag für die Zusammenarbeit mit unseren Partnerorganisationen durch hohe Einsatzbereitschaft und Fachkompetenz.

Wir treten als Dienstleistungsunternehmen auf und handeln unternehmerisch und kostenbewusst.

Wir wollen die vorhandenen Anlagen und Materialbestände in ihrer Substanz erhalten und dementsprechend pflegen.

Wir schaffen Vertrauen durch offene und gezielte Information nach innen und aussen.

meint er auch die politischen Behörden, die den Zivilschutz in einem positiven Geist mittragen müssen. «Mein altes Grenadierherz möchte manchmal lieber einen Strosstrupp bilden», schmunzelte Suter. «Aber wir müssen eben Schritt für Schritt vorgehen.»

Grossen Respekt zollt er jenen, die den Zivilschutz in den vergangenen Jahren aufgebaut haben. Ohne ihre Vorleistungen wäre es gar nicht möglich, den Zivilschutz in eine neue Zukunft zu führen. «Es ist unsere Aufgabe, das Aufgebaute zu erhalten und dazu Sorge zu tragen», betont Suter.

Schwerpunkte sind gesetzt

Für die Zukunft hat Hermann Suter ein gutes Gefühl. Innert kurzer Zeit konnten er und seine Mitarbeiter vieles an die Hand nehmen und Prioritäten setzen. Im Ausbildungskonzept des Kantons steht zuoberst auf der Traktandenliste die Aus- und Fortbildung der Stäbe. In enger Zusammenarbeit mit dem BZS soll ein möglichst hoher

FOTO: E. REINMANN



Hermann Suter:
«Wir müssen
visionsgeführt
handeln und
nicht problem-
getrieben.»

Stand erreicht werden. Ein zweites Hauptziel ist der Aufbau von Pikettelementen. Auf dem Papier stehen diese zwar schon, aber die Realisierung und das Beüben derselben erfordert noch viel Arbeit. Suter: «Im Rettungswesen ist der Zivilschutz zwar zweite Staffel, der Einsatz muss jedoch professionell sein.» Anders sieht es mit den Betreuaufgaben aus. In diesem Bereich steht der Zivilschutz an vorderster Front. Auch hier steht der Aufbau eines tauglichen Kaders im Vordergrund, müssen doch alle Gemeinden mit 5000 und mehr Einwohnern ein Betreukader aufstellen.

Schliesslich sieht Suter ein weites Betätigungsfeld im Informationsbereich. Die Bevölkerung und die Entscheidungsträger müssen wissen, was der Zivilschutz kann und was er leistet. Was nach Suters Auffassung keinesfalls vernachlässigt werden darf – und er wiederholt das bei jeder mög-

lichen Gelegenheit – ist die Erhaltung der Substanz für die Kriegsbereitschaft: Die Anlagen, das Material und die Logistik.

Ausbildung mit Gehalt

Mit der Ausbildung ganz generell steht oder fällt der Zivilschutz. Im Rahmen der Wiederholungskurse muss deshalb darauf geachtet werden, dass gute Dienststellen auf die Beine gestellt werden. Der Kanton Luzern konnte diesbezüglich schon einige Erfolge verbuchen. «In den Ausbildungszentren wird hervorragende Erwachsenenbildung betrieben», betonte Suter. Nun müssen wir diesen Geist auch in die Gemeinden hineinbringen.» Dienststellen müssen professionell vorbereitet werden. Deshalb müssen die Instrukturen vermehrt an die Front. Suter trägt sich auch mit der Idee der Schaffung von Kreisinstruktoren. Unter diesem Aspekt bekom-

Zur Person

Name: Hermann Suter

Geboren: 18. Dezember 1940

Zivilstand: verheiratet, zwei Söhne, 16- und 14jährig

Beruf: Vorsteher des kantonalen Amtes für Zivilschutz seit dem 1. September 1994

Werdegang: Volksschulen in Vitznau LU. Matura Typus C in Luzern. Studium an der Universität Zürich mit Hauptfach Geschichte. 1969 zum Dr. phil. promoviert mit der Dissertation «Das Innerschweizer Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert». Seit 1970 Hauptlehrer für Geschichte und Staatskunde am Lehrerseminar der Stadt Luzern. Von 1977 bis 1993 Rektor des städtischen Lehrerseminars. 1993/94 Chef ZSO der Stadt Luzern. 1994 Wahl zum kantonalen Amtsvorsteher.

Politik: 1979 bis 1987 Mitglied des Grossen Rates des Kantons Luzern. 1985 bis 1993 Parteipräsident der Liberalen Partei (FDP) der Stadt Luzern. 1978 bis 1984 Zentralpräsident der Schweizerischen Staatsbürgerlichen Gesellschaft.

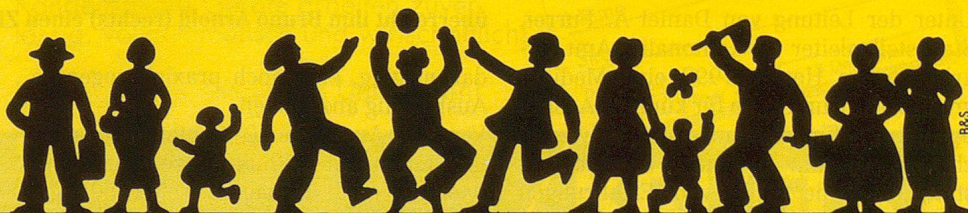
Militär: Kommandant der Grenadier Kp 16 (2 Jahre) und 21 (5 Jahre). Chef Truppeninformationsdienst der 8. Division. Seit 1989 Off PSA (Psychologische Abwehr) im Stab des Feldarmee Korps 2 im Rang eines Oberstleutnants.

Hobbies: Distanzwandern zu Kulturstätten. Modelleisenbahn.

Im Ernstfall unentbehrlich – heute zweckmässig. Zivilschutzmobiliar von ACO.



ACO Zivilschutzmobiliar
Allenspach & Co. AG
4612 Wangen b/Olten
Tel. 062 32 58 85-88
Fax. 062 32 16 52



ACO. Das Zeichen der Vernunft.

men die Ausbildungszentren eine neue Ausrichtung. Sie müssen sich öffnen, und die Instrukturen müssen sich vermehrt den Milizen zur Verfügung stellen. Suter: «Ich suche bewusst nach Möglichkeiten, um meine Leute in den Einsatz zu bringen.»

Motivation und Leistung

Nicht aus der Welt zu schaffen sind die kurzen Dienstzeiten, die eine Qualifikation der Leute erschweren. Für Suter bietet der neue Einteilungsrapport zusammen mit dem Einführungskurs diesbezüglich bessere Möglichkeiten. Er will jedoch noch weiter gehen. Er hofft, zumindest bei den Pikett- und Betreuorganisationen, die Leute so gut motivieren zu können, dass sie über die vorgeschriebene Pflicht hinaus bereit sind, mehr zu leisten. «Ich möchte Top-Leute bekommen, für die es eine Freude und Ehre ist, im Zivilschutz mitzumachen.» Dass die Motivation stark durch den Führungsstil beeinflusst werden kann, weiss Hermann Suter. Hier hat er eine ei-

gene Philosophie, die lautet: «Man muss die Leute gern haben.» Für Suter heisst das, dass er jede Persönlichkeit in ihrer Individualität respektiert. Er will die Leute dazu bringen, dass sie sich aus eigenem Antrieb engagieren. Das setzt die Förderung der Eigenverantwortung voraus. Suter: «Man muss jedoch klare Vorgaben formulieren und Leitplanken setzen. Und wenn jemand die Verantwortung nicht wahrnimmt, dann muss man eingreifen – rasch und hart.»

Mit Blick voraus

Im Kanton Luzern ist der Regionalisierungsprozess abgeschlossen. Aus ursprünglich über 100 ZSO sind deren 67 geworden. «Franz Baumeler und sein Mitarbeiter Christian Schmid haben diese schwierige Aufgabe mit viel Durchschvermögen gemeistert», stellte Suter fest. «Nun ist die Konsolidierungsphase angefallen.» Voll im Gang ist auch die Umsetzung von Zivilschutz 95. Hier gilt es vor allem, die aktenmässige Verarbeitung an die Hand zu

nehmen. Das kantonale Gesetz und die Verordnung bedürfen einer Änderung und die ganze Papierflut ruft nach einer Vereinfachung. Im Bauwesen ist die qualitative Einstufung der Bauten angefallen. Als mittelfristiges Ziel steht die Erstellung des Ausbildungskonzeptes 1997 bis 2001 im Vordergrund. Einige Sorgen bereitet ihm das Auffüllen der Kaderlücken, die als Folge der Verjüngung entstanden sind. Die Arbeit wird noch zunehmen, davon ist Hermann Suter überzeugt. Demgegenüber steht der Druck der Regierung nach «Verzichtplanung». Unter dem Druck der Finanzlage des Kantons müssen bis Ende 1997 fünf Stellen abgebaut werden. Das heisst, dass Rücktritte nicht mehr kompensiert werden. Suter: «Ich muss das Amt neu organisieren und mehr Arbeit auf weniger Schultern verteilen. Es ist eine irrtümliche Meinung, die personelle Reduktion der Zivilschutz-Organisationen hätte auch weniger Arbeit für das Amt zur Folge. Das Gegenteil ist der Fall. Reformen verursachen viel Arbeit, brauchen Menschenkraft und Einsatzbereitschaft.» ▽

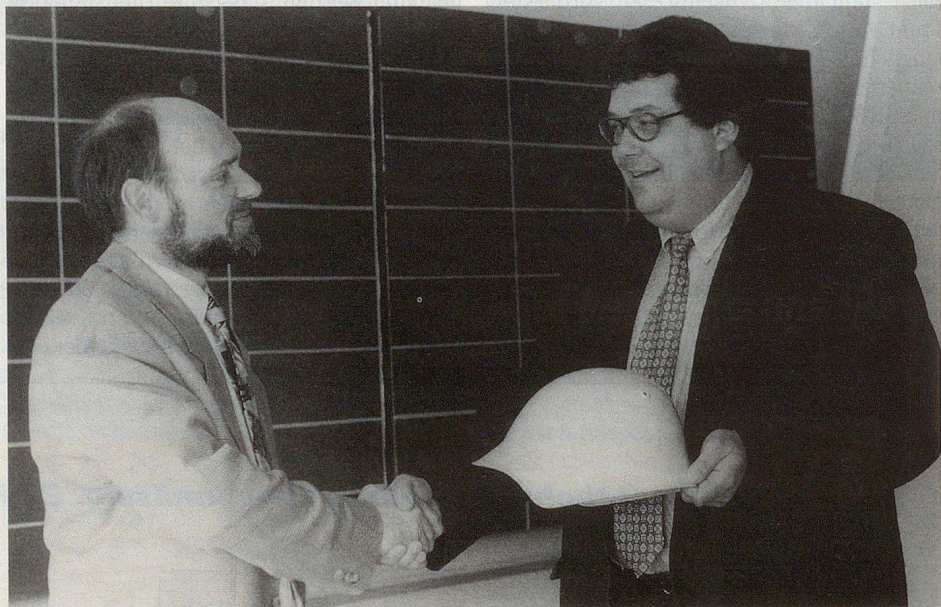
Kurse für Informationsverantwortliche beginnen zu greifen

Die Aufbauarbeit trägt sichtbar Früchte

In den Zeitungen des Kantons Luzern, insbesondere in den Lokalblättern, wird auffallend oft in sachkompetenter und positiver Art über den Zivilschutz berichtet. Mit ein Grund dafür ist nebst der steten Informationstätigkeit des kantonalen Amtes die Breitenwirkung, die von den Kursen für Informationsbeauftragte in den Gemeinden ausgeht.

EDUARD REINMANN

Unter der Leitung von Daniel A. Furrer, Stabsstellenleiter im kantonalen Amt, erarbeitete im Herbst 1993 eine Medien-gruppe die Grundlagen für künftige Ausbildungskurse für Informationsverantwortliche. Im Frühjahr 1994 fand ein Pilotkurs statt, der eine Fülle von Erfahrungen brachte. Gestützt darauf wurde das Kursprogramm modifiziert, wobei es vor allem



Daniel A. Furrer hat auf Ende Mai das kantonale Amt verlassen und ist in die Privatwirtschaft übergetreten. Als Dank für sein engagiertes Wirken überreicht ihm Bruno Arnold (rechts) einen Zivilschutzhelm.

darum ging, eine noch praxisbezogenere Ausbildung anzubieten. Vom 31. August bis 2. September wurde im Kantonalen Ausbildungszentrum Sempach der erste dreitägige Weiterbildungskurs für Informationsverantwortliche durchgeführt. Das anspruchsvolle Pro-

gramm wies mehrere Schwerpunkte auf wie aktive Pressearbeit, interne und externe Public Relations, Kenntnisse über die Medienszene Schweiz, Arbeit mit elektronischen Medien, Besuch einer Zeitungsdruckerei und eines Radiostudios und zum Schluss eine Einsatzübung unter Zeit-

druck. Die Kursauswertung zeigte, dass der gebotene Lehrstoff von den Kursteilnehmern sehr positiv aufgenommen wurde. Es stellte sich auch heraus, dass die Teilnehmer keine «Schonung» wünschten, sondern gefordert werden wollten. Der realistische Einstieg in die Praxisarbeit, unter Einbezug von Überraschungen, wurde besonders geschätzt.

Auf dieser Basis konnte weitergearbeitet werden. Vom 8. bis 10. März 1995 wurde der zweite Weiterbildungskurs nach nunmehr bewährtem Konzept durchgeführt. Heute können sich die ZSO des Kantons Luzern bereits auf rund 40 in Kursen ausgebildete Info-Verantwortliche abstützen. Hinzu kommen einige Medienprofis und hauptamtliche Instruktoren.

Die Kenntnisse vertiefen

Ein weiterer Meilenstein im Ausbildungskonzept war der erste Wiederholungskurs am 3. Mai dieses Jahres. Zwei Hauptgebiete wurden behandelt. Es betraf dies einerseits die fachliche Weiterbildung und den Erfahrungsaustausch im PR- und Infobereich, andererseits wurden den 20 Teilnehmern die Aufgaben des Kulturgüterschutzes erläutert. Der neue kantonale Ausbildungschef Harry Wessner orientierte über die Entstehung des Kulturgüterschutz-Gedankens, die Organisation im Kanton Luzern, die Erwartungen an die Gemeinden und die Zukunftsaspekte. «Zerstörtes Kulturgut ist nicht wiederbringbar», sagte Wessner. Seine Ausführungen ergänzte er mit der Vorführung des BZS-Filmes «Der Kulturgüterschutz in der Gemeinde.»

Guido Felder, Redaktor bei der Regionalzeitung «Luzerner Landbote», erinnerte daran, dass der Kulturgüterschutz in der Gemeinde eine geradezu ideale Gelegenheit zur Berichterstattung ist und forderte

dazu auf, das Thema informationsmässig auszunützen. Welche Kulturgüter gibt es in der Gemeinde und wie sind sie klassiert? Was sagt der Gemeindehistoriker dazu? Was tut der Zivilschutz in diesem Bereich? Das sind nur einige der Fragen, welche die

Öffentlichkeit interessieren. Felder liess es nicht bei verbalen Rezepten bewenden, sondern gab den Kursteilnehmern schriftliche Beispiele ab, wie das Thema medienwirksam behandelt werden kann. Nachstehend ein fiktives Beispiel. ▲

Die fiktive Medienmitteilung:

Zivilschutz inventarisierte Kulturgüter von Hinterwil

Auf der Suche nach Schätzen

ZS. Der Zivilschutz war auf der Pirsch: Er stellte Anfang Mai eine Liste mit sämtlichen Kulturgütern der Gemeinde Hinterwil zusammen. Prunkstück des Gemeineschatzes ist dabei ein Backenzahn eines Dinosauriers, der 1967 im Wilermoos gefunden wurde.

Eigentlich müsste der Zivilschutz auch Kulturschutz heissen. Denn mit dem Leitbild 1995 gehört heute auch der Schutz der Kulturgüter zu den Aufgaben des Zivilschutzes. Um wertvolle Dokumente einer Gemeinde schützen zu können, muss man aber erst einmal wissen, was alles vorhanden ist. In jeder Gemeinde der Schweiz stellt deshalb der Zivilschutz ein Inventar der Kulturgüter zusammen.

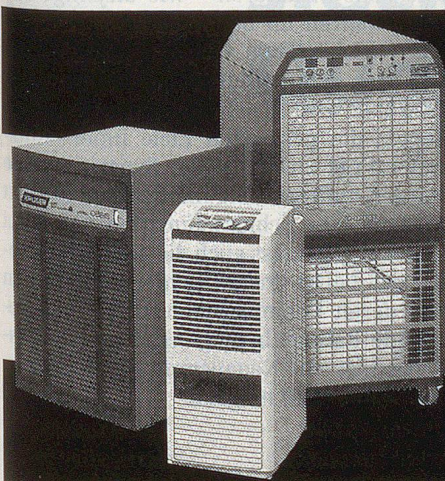
Spuren aus der Dinozeit

In Hinterwil machte man sich vergangene Woche an die Arbeit. Sie verlief von aussen nach innen, das heisst, dass

zuerst die Gebäude aufgelistet wurden. Zu den schützenswerten Objekten gehören in Hinterwil die Kirche aus dem Jahre 1645, das Rathaus von 1733 und der 450jährige Holzspycher beim Gschweich, der auch unter Denkmalschutz steht. Im Gemeindearchiv fanden die Zivilschützer unter der Leitung von Kulturgüterchef Fredy Roggenmoser nebst alten Gemeindebriefen auch Stiche, Hellebarden, Rüstungen aus der Schlacht bei Sempach, Münzen aus dem Mittelalter und eine antike Vase. Besonders wertvoll ist aber der Fund, den man 1967 bei einem Hausbau im Wilermoos gemacht hatte: Damals stiess man auf ein weisses, steinähnliches Gebilde. Archäologische Abklärungen ergaben, dass es sich um einen Backenzahn eines Dinosauriers handeln musste. Dinosaurier sind seit 65 Millionen Jahren ausgestorben!

1956 zum letztenmal

Gemeindepräsident Hans Müller, der auch für die Kultur in Hinterwil zuständig ist, lobte den Einsatz der Zivilschützer. «Ich bin überrascht, wie seriös die Leute gearbeitet haben.» Und von dieser Arbeit hat gerade der Gemeinderat einen grossen Nutzen, denn damit wurde die Kulturgüterliste aus dem Jahr 1956 wieder auf den neuesten Stand gebracht. ▲



**Schluss mit teuren Feuchteschäden!
Luftentfeuchtung**

Ob Keller, Lager, Wohnraum, Zivilschutzanlage oder Industriebetrieb, Krüger-Kondensations-Geräte arbeiten zuverlässig, vollautomatisch und wirtschaftlich!

Verlangen Sie detaillierte Unterlagen!

Krüger + Co.
9113 Degersheim, Tel. 071/54 54 74
Niederlassungen: Zizers GR, Samedan GR,
Dielsdorf ZH, Weggis LU, Grellingen b. Basel,
Münsingen BE, Forel VD, Gordola TI

Senden Sie mir detaillierte Infos über Ihr Entfeuchter-Programm:

Name: _____

Strasse: _____

PLZ/Ort: _____

senden an: Krüger + Co., 9113 Degersheim

KRÜGER
seit 60 Jahren



SCHWYZ

Zivilschutz und Feuerwehr als Partner im Kanton Schwyz

Optimierung aller Kräfte

In der Presse wurden in letzter Zeit vermehrt Feuerwehr-Themen behandelt, was grundsätzlich zu begrüßen ist. Eine Tatsache scheint aber dabei wesentlich zu sein, nämlich die, dass sich Strukturänderungen vor allem zielgerichtet auf zukünftige Anforderungsprofile ausrichten haben wie der Zivilschutz und die Feuerwehr von morgen und in nächster Zukunft!

BENEDIKT BINGISSER

Im Zuge gesellschaftlicher, politischer und auch finanzieller Veränderungen musste zwingend umstrukturiert werden, neue Leitbilder wurden geschaffen. So geschehen für die Feuerwehr, den Zivilschutz und die Armee. Neu werden der Feuerwehr ihre vielfältigen Aufgaben auch in Zeiten von Aktivdienst vollumfänglich übertragen, sozusagen als Fortsetzung ihres Auftrages in Friedenszeiten. Die FW-Angehörigen stehen also ab Aktivdienst rund um die Uhr auf Pikett. Gegenüber den heutigen Friedensbeständen benötigt man demnach weniger Feuerwehrangehörige. Der Zivilschutz, befreit von Brandschutzaufgaben, wird vermehrt für Rettungs- und Unterstützungsaufgaben eingesetzt. Von der Armee werden einige Kader- und Spezialistenfunktionen freizustellen sein.

Es darf keine Tabu-Themen geben!

Gerade die modernen Einsatzmittel, unser hoher Ausbildungsstand, die neuesten Alarmierungs- und Verbindungsmittel, zweckmässige Feuerwehrlokale usw., zwingen die Verantwortlichen in den Gemeinden zur kritischen Analyse des Ist-Zustandes. Es darf keine Tabu-Themen geben! Nachfolgend einige prüfenswerte Überlegungen zur «Feuerwehr-Rekrutierung»: Ideal wäre, wenn Wohnort und Arbeitsort nahe beisammen sind; berufliche und persönliche Qualitäten berück-

sichtigt werden können; die Atemschutzausstattungsrate möglichst hoch ist.

Der «Allrounder» ist gefragt und hat Zukunft!

Solche und andere kritischen Überlegungen bewirken zwangsläufig eine Bestandesreduktion gemäss den Vorgaben des SFV bzw. des Feuerwehr-Inspektorates des Kantons Schwyz. Positive Auswirkungen auf finanzieller Ebene dürften somit nicht ausbleiben.

Ausbildung / Übungen

Die Grundausbildung wird nach wie vor getrennt durchgeführt. Nach einer Anlaufphase sind aber periodisch gemeinsame Kader- und Einsatzübungen ein zwingendes Erfordernis. Das Zivilschutz-Übungsgelände «Wintersried», Seewen, ist in die Ausbildungskonzepte der Feuerwehren zu integrieren. Im weiteren sind die Ausbildungskonzepte für Einsätze in Schutzräumen und in Trümmeranlagen zu ergänzen.

Sicherstellung der Löschwasserversorgung

Die taktisch-technische Beurteilung ist neu Sache der Feuerwehr, welche auch die entsprechenden Massnahmen vorbereitet. Der Zivilschutz liefert weiterhin die Planungsgrundlagen wie Angaben über Schutzräume, Schutzplätze, Einwohner usw. Die Feuerwehr wird beim Erstellen der behelfsmässigen Wasserbezugsorte durch Rettungsformationen des Zivilschutzes unterstützt.

Für jede Freistellung wird das Feuerwehr-Kdo ein entsprechendes Antragsgesuch dem Feuerwehr-Inspektorat des Kantons Schwyz einreichen. Die unentbehrlichen Funktionen sind in den Richtlinien des SFV genau festgelegt.

Ich bin schutzdienstpflichtig ...

Kann die Tätigkeit nicht anders sichergestellt oder die Funktion nicht anderweitig besetzt werden, können Schutzdienstpflichtige zugunsten der Feuerwehr freigestellt werden. Klare gesetzliche Grundlagen sind vorhanden. Ein «Freigestellter» leistet somit weder in Friedenszeiten noch in Zeiten von Aktivdienst in einer Zivilschutzorganisation Schutzdienst. Er ist nur in der Feuerwehr eingeteilt!

Ich bin ein Angehöriger der Armee ...

Eine sehr restriktive Befreiungspraxis wird bei Angehörigen der Armee ange-

wendet. Es gilt hier der Grundsatz: Freistellung nur für Kader- oder Spezialistenfunktionen und über 30 Jahre alt!

Neue Materialbeschaffungen

Die neue «Materialliste 95» des Bundesamtes für Zivilschutz regelt den gesamten Materialbereich. Entsprechend den zusätzlichen Aufgaben im Katastrophenfall wird schweremässig den Rettungsformationen des Zivilschutzes erste Priorität eingeräumt. Nebst dem neuen technischen Material wird auch eine allwettertaugliche Einsatzbekleidung beschafft. Die Feuerwehren übernehmen das vom Zivilschutz nicht mehr benötigte Brandschutzmaterial wie Motorspritzen Typ 2, Schlauchmaterial und Wassertransportmittel für die Löschwasserversorgung.

Sie sorgen für den Unterhalt und – soweit notwendig – für Ersatz. Der Zivilschutz behält lediglich die Motorspritzen Typ 1 für einfachere Löschaktionen im Rahmen des Bevölkerungsschutzdienstes.

Im Kanton Schwyz werden total 59 Rettungszüge zu 25 Mann (inkl. 3 Sanitäter) gebildet, und zwar verteilt auf die 18 Zivilschutzorganisationen. Die beiden ZSO Schwyz und ZSO Freienbach werden als Stützpunkte bestimmt und mit zusätzlichem, schwerem Material ausgerüstet. Besonders ausgebildete und ausgewählte Rettungselemente müssen innert kürzester Zeit auf einem Schadenplatz eingesetzt werden können. Eingeteilt werden hier vor allem jüngere Schutzdienstpflichtige.

Strukturwandel als grosse Chance

Mit den Reformen 95 kommen neue Aufgaben hinzu und erfordern von allen Betroffenen verschiedene Massnahmen. Feuerwehr und Zivilschutz «kämpfen» also in Zukunft miteinander Seite an Seite «Effizienter dank Verbund». Traditionell gewachsene Strukturen – wie diejenige der Feuerwehren im besonderen – brauchen aus verschiedenen Gründen etwas mehr Zeit, sich dem Wandel anzupassen. Trotzdem aber wird es mit vereinten Kräften gelingen, die gesteckten Ziele innert nützlicher Frist zu erreichen. Synergieeffekte werden auftreten, sie müssen nur genutzt werden! Eine Schlüsselfunktion hat dabei erfahrungsgemäss auch die politische Ebene, das heisst unsere Gemeindebehörden und deren Kommissionen. Ohne entsprechende Rahmenbedingungen und Anpassungen ist eine Neuausrichtung in geplantem Sinne nicht möglich. ▣



THURGAU

Generalversammlung
des Thurgauischen Bundes für Zivilschutz

Neue Statuten – neuer Name

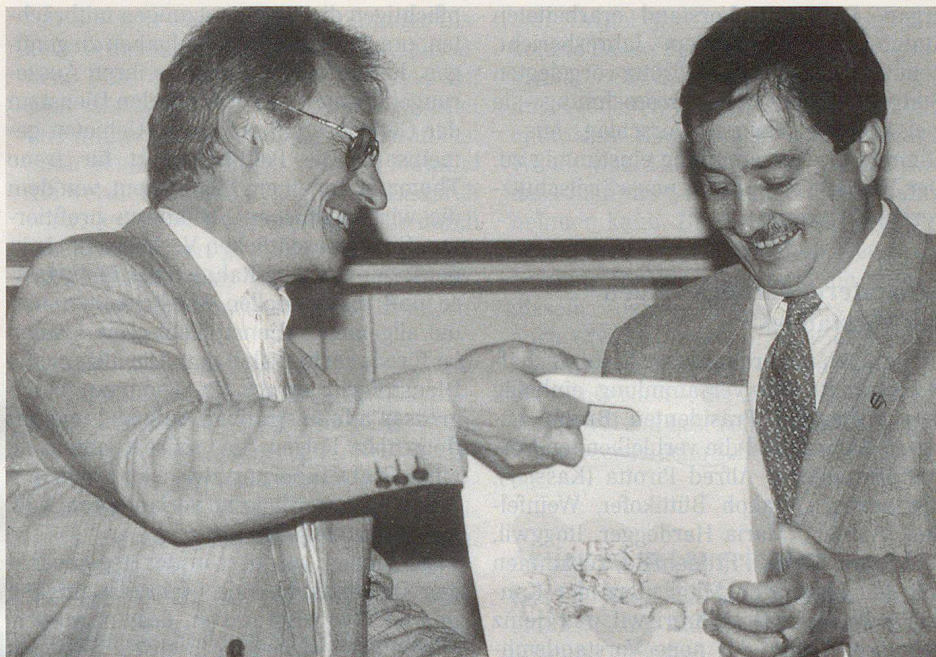
«Wird der Zivilschutz mehr als notwendiges Übel aus dem Kalten Krieg betrachtet, statt als effizientes katastrophentaugliches Schutz-, Rettungs- und Hilfsinstrument?» Dies fragte Präsident Bruno Lüscher anlässlich der diesjährigen Mitgliederversammlung des Thurgauischen Bundes für Zivilschutz im Bürgersaal des Frauenfelder Rathauses mit Blick auf die geringe Anwesenheit anlässlich der Schlussabstimmung im Nationalratssaal. Mit der Genehmigung der revidierten Statuten wurde der Dachverband nun zum Fachverband.

WERNER LENZIN

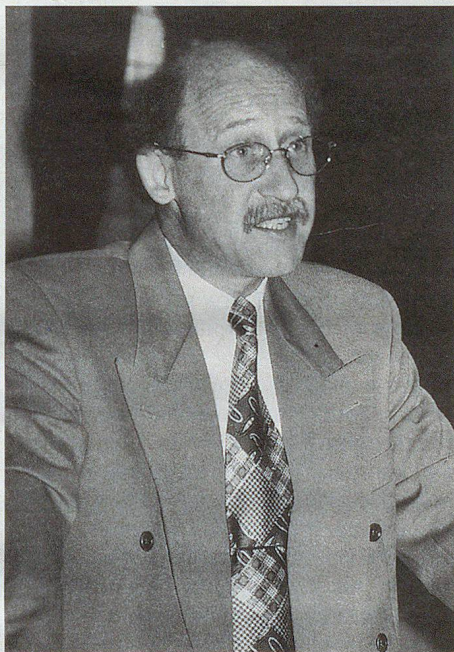
Im Beisein von Regierungsrat Roland Eberle und Stadtmann Hans Bachofner eröffnete Präsident Bruno Lüscher am 24. April die diesjährige Mitgliederversammlung mit seiner Grussadresse. Nach der Genehmigung des von Hanny Tobler verfassten und vorgelegten Protokolls der Mitgliederversammlung vom 19. April 1994 beleuchtete Lüscher in seinem Jahresbericht die Schwerpunkte des vergangenen Zivilschutzjahres.

Startschuss für die Zukunft

«Der Zivilschutz ist der Bereich, welcher unseren Finanzministern auf allen Ebenen am meisten Freude bereiten sollte».



Vorstandsmitglied Franz Staubli (links) verabschiedet den zurücktretenden Vizepräsidenten Alfred Lanz.



Präsident Bruno Lüscher warnt vor Sparmassnahmen, welche den zivilen Bevölkerungsschutz in Frage stellen.

meinte Lüscher, zumal der Zivilschutz mit Einsparungen von 2,8 Milliarden bis zum Jahr 2010 zweifellos seinen Tatbeweis erbringe. Diese Sparmassnahmen würden auch im kantonalen Budget sowie in den Gemeindebudgets durchaus ersichtlich, erklärte der Präsident, warnte aber davor, die Glaubwürdigkeit des zivilen Bevölkerungsschutzes mit Sparmassnahmen in Frage zu stellen. Dies auch deshalb, weil zu viele Ereignisse in den letzten Jahren gezeigt hätten, wie wichtig der Zivilschutz als Hilfs- und Rettungsinstrument für die Bevölkerung sei. Die diesjährige Versammlung bezeichnete Lüscher als Startschuss für die Zukunft, war doch das vergangene Jahr durch die Neustrukturierung des Verbandes gekennzeichnet und gelte es nun, die neuen Statuten zu genehmigen. Diese beinhalten eine aktive Vertretung des modernen Bevölkerungsschutzes, die Aufklärung der Öffentlichkeit in Zivilschutzbelangen, Förderung und Unterstützung der Mitglieder sowie die Bildung von Fachgruppen und die Information der Mitglieder durch ein geeignetes Publikations-

Infolge Betriebsaufgabe günstig zu verkaufen

1 Notstromgruppe

mit Startautomatik, 6-Zyl.-Dieselmotor, 220/380 Volt, 20 kW, Jahrgang 1989, 238 Betriebsstunden, in Metallcontainer montiert (2,95 x 2,15 x 2,08).

Leutenegger, Telefon 052 36 16 89
vom 13. bis 26. Juni abwesend.

AKTO AG

Abdichtungen für Trinkwassertanks

- Alt- und Neubauten
- Dauerhaft
- Rissüberbrückend bis 1 mm
- Zähelastisch
- Einfache Reinigung
- Selbsttragend

Steinhügelstrasse 17 8968 Mutschellen ☎ 057 33 56 85, Fax 071 61 13 30
Rosenweg 5 8590 Romanshorn ☎ 071 61 19 49, Fax 071 61 13 30

organ. Den vom Vorstand erarbeiteten Statuten, wie auch dem Jahresbericht, dem von Kassier Alfred Pirotta vorgelegten Budget 1995 und der Jahresrechnung – sie weist einen kleinen Vorschlag aus – stimmte die Versammlung einstimmig zu. Der Verband nennt sich neu «Zivilschutzverband Thurgau».

Gesamterneuerungswahlen des Vorstandes

Im Rahmen der ordentlichen Wahlgeschäfte bestätigte die Versammlung einhellig den bisherigen Präsidenten Bruno Lüscher, Aadorf, und die verbleibenden Vorstandsmitglieder Alfred Pirotta (Kassier), Romanshorn, Jakob Büttikofer, Weinfelden (Aktuar), Maria Hardegger, Roggwil, und Franz Staubli, Frauenfeld, zusammen mit den bisherigen Mitgliedern der Kontrollstelle, Ernst Graf, Amriswil, und Heinz Bommer, Arbon. Als neue Vorstandsmitglieder wählte man zudem Peter Brugger, Bischofszell, und Alessio Beneduce, Tägerwil, sowie Hanny Tobler, Tägerwil, als neues Mitglied der Kontrollstelle. Zudem verabschiedete man mit anerkennenden Worten den bisherigen Vizepräsidenten Alfred Lanz sowie die Vorstandsmitglieder Hanny Tobler, Susanne Brunschweiler, Samuel Gerber, Peter Debrunner und Niklaus Stähli. Zum Schluss des geschäftlichen Teils betonte Regierungsrat Roland Eberle, dass man mit dem Schritt vom Dachverband zum Fachverband auch die Zusammenarbeit mit den kantonalen Stellen unterstrichen habe. Zentralsekretär und Zivilschutz-Redaktor Hans Jürg Münger liess wissen, dass die kantonalen Verbände dem Schweizerischen Zivilschutzverband sehr viel bedeuteten, überbrachte die Grüsse des SZSV und dankte für die gute Zusammenarbeit.

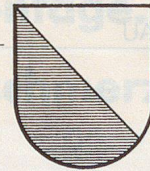
Vor- und Nachteile einer allgemeinen Dienstpflicht

Im Rahmen von drei Referaten zeigten Hauptmann Irene Thomann, Mitglied der Kommission Frau und Gesamtverteidigung, Stella Jegher, Mitglied des Christlichen Frauendienstes, und Ständerat Otto Schoch, Präsident der parlamentarischen Arbeitsgruppe Armee reform, Visionen auf und versuchten, einen Denkprozess über die Vor- und Nachteile einer allgemeinen Wehrpflicht auszulösen. Dabei hält Irene Thomann eine allgemeine Dienstpflicht nur mit einem Dienst an der Gemeinschaft für diskutabel. Sie bekräftigte, dass der Mehrfachauftrag von Armee und Zivilschutz zeige, dass die ausserordentliche und ordentliche Lage ineinander fließen und stellte sich die Frage, ob die Dienst-

pflichtigen die Voraussetzungen mitbrächten, um der Vielfalt der Aufgaben zu genügen. Ferner erfüllen gemäss ihren Äusserungen Frauen und Männer den Dienst an der Gemeinschaft auf vielen Gebieten gemeinsam. Die Politik basiert für Irene Thomann auf einem Milizsystem, von dem die wirtschaftlichen Strukturen profitierten. Einen wesentlichen Vorteil sieht sie in der freien Wahl im Rahmen der Bedürfnisse und existenziellen Möglichkeiten und die allgemeine Dienstpflicht ohne Frauen ist für sie nicht diskutabel. Die allgemeine Dienstpflicht bringt für Thomann einen grossen administrativen Aufwand und hat finanzielle Folgen. Sie müsste zudem zu einer Gratwanderung zwischen Profis und Amateuren werden und verlange vom Volk viel Mut und Idealismus.

Stella Jegher vermisst in der gegenwärtigen Dienstpflicht eine Wehrgerechtigkeit und ist überzeugt davon, dass in ausserordentlichen Lagen die Dienstpflicht nach wie vor die beste Lösung ist. Laut Menschenrechtskonvention ist für die Angehörige des Christlichen Friedensdienstes eine Zwangsverpflichtung nur bei existenziellen Bedrohungen von aussen rechtlich legal. Die Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht, mit Ausnahme der Dienstpflicht in der Armee, lehnt sie grundsätzlich ab, zumal das Bewusstsein für die Gemeinschaft ohne staatliche Zwangsverpflichtung gelöst werden müsse.

Für Ständerat Otto Schoch ist die Erwartungshaltung des Bürgers dem Staat gegenüber nicht nur im finanziellen Bereich intensiver geworden. «Bürgerinnen und Bürger wollen vom Staat Instrumente, die ihren sämtlichen Ängsten und Bedrohungsempfindungen etwas entgegensetzen können», unterstrich Schoch. Diese Bedrohungsempfindungen hätten sich in vergangener Zeit gewaltig geändert, meinte der Präsident der Arbeitsgruppe Armee reform. Als wichtigste Ängste nannte er Umweltzerstörung, ökologische Katastrophen, Ozonloch, globale Erwärmung, Kernkraftwerkprobleme, Migrationsdruck und Drogenproblematik sowie kriminelle Bedrohung und Arbeitslosigkeit. Erst zuletzt komme gemäss den Empfindungen der Bevölkerung eine Angst vor machtpolitischen Bedrohungen. Laut Schoch stellt der Staat der Bevölkerung zur Bekämpfung dieser Ängste Armee, Polizei, Zivilschutz und Feuerwehr zur Verfügung. Dagegen fehle es an einer umfassenden Abwehrpalette, sagte Schoch und zeigte auf, dass ein Gemeinschaftsdienst zahlreichen Bedrohungsängsten entgegenwirken könnte. ▣



ZÜRICH

Eine kluge Schrankordnung für den Zivilschutz Zürich

Sanitätsanlagen: verkürzte Bereitstellung

Eine einheitliche und betrieblich durchdachte Schrankordnung in den sanitätsdienstlichen Anlagen verringert die Bereitstellungszeit bei einem ernstfallmässigen Bezug und erleichtert die Arbeit der Materialwarte. Im Kanton Zürich soll sie deshalb in den nächsten Jahren sukzessive eingeführt werden. Die Aktion ist sehr gut angelaufen und hat bis jetzt nur positives Echo geweckt.

MARTIN KNOEPFEL

In den San D Anl des Zürcher Zivilschutzes liess die Ordnung manchmal zu wünschen übrig. Natürlich ist damit nicht gemeint, dass das Material auf dem Boden herumgelegen wäre, so wie in einem Fussball- oder Eishockeystadion nach einem Spiel und vor der Passage der Aufräumequipe. Vielmehr wurde immer wieder Material, das schon während des Baus der Anlage geliefert wurde (und mangels Kapazität bei den Schränken noch nicht untergebracht werden konnte) irgendwie eingeordnet. Das Gleiche geschah auch, wenn für den Ausbildungsbetrieb medizinisches und pflegerisches Material gebraucht wurde. Infolgedessen verloren immer mehr Materialwarte die Übersicht über die Vorräte in «ihrer» Anlage, und das Personal, des Sanitätsdienstes war sich über den Umfang des Materials im unklaren; zu schlechter Letzt war im Kanton Zürich wohl eine Mehrheit der San D Anl davon betroffen. Bei einer ernstfallmässigen Bereitstellung der Anlagen hätte man deshalb zuerst Inventar machen müssen – mit dem entsprechenden Zeitverlust. Die Materialwarte brachten diese Situation an den Rapporten mit dem Kantonalen Amt für Zivilschutz (KAZS) zur Sprache. Weil mit «ZS 95» die Katastrophen- und Nothilfe ja einen grösseren Stellenwert bekam und damit eine Reduktion der Bereitstellungszeit erforderlich ist und um den Materialwarten zu ermöglichen, die Übersicht zurückzugewin-

nen, entschloss sich das KAZS, eine saubere und soweit wie möglich einheitliche Schrankordnung für alle San D Anl im Kanton Zürich vorzuschreiben. Eine «Knochenarbeit» wurde dabei von einer Arbeitsgruppe unter der Leitung des Ausbildungschefs der Region Andelfingen, Beat Diethelm, und der Zivilschutzinstructorin Silvia Kohler, der eigentlichen «Mutter» der Grundordnung, geleistet.

Material am Arbeitsort lagern

Konkret wurden in mehreren Testanlagen Standardlösungen für alle TWO-Anl entwickelt und durch die Arbeitsgruppe im Massstab 1:1 ausprobiert; bei älteren Anlagen sind Abweichungen unvermeidlich. Parallel dazu wurde auch ein übersichtlicher Etat erarbeitet, der übrigens nicht nur als Dokumentation mit Musterpapie-

ren, sondern auch auf einer Computer-Diskette erhältlich ist. Der Etat besteht aus einem Plan der betreffenden Anlage, auf dem sämtliche Schränke eingezeichnet und nummeriert sind. Für jeden Schrank ist dann genau festgelegt, welches Material auf welchem Gestell zu liegen hat. Dadurch wird natürlich die Materialkontrolle durch den Materialwart gewaltig erleichtert. Die Materialwarte aller Versuchsanlagen waren denn auch von der neuen Grundordnung begeistert.

Grundsätzlich wurde bei der Erarbeitung der Schrankordnung darauf geachtet, dass das Material dort eingelagert wird, wo es bei einem ernstfallmässigen Betrieb der Anlage auch gebraucht würde, also Pflegematerial in den Pflegeräumen, chirurgisches Besteck in den Behandlungsräumen, also den Funktionsbereichen zugeteilt. Bei den älteren Anlagen, welche ungefähr ei-

nen Drittel des Bestandes ausmachen, konnte dieses Prinzip allerdings wegen zu kleiner Schrankkapazität nicht ganz durchgehalten werden, so dass man einen optimalen Kompromiss suchen musste. Weiter war das Material so einzuordnen, dass man die Sortimente einzeln herausnehmen kann. Die Bereitstellungszeit der Anlagen verringert sich dank der Grundordnung von drei Tagen auf die Hälfte; in diesem Zusammenhang muss allerdings auch erwähnt werden; dass es natürlich schon heute ZSO gibt – leider sind sie in der Minderheit –, die eine gute Ordnung in den San D Anl besitzen, weil sie auf eigene Kosten zusätzliche Schränke beschafft hatten.

Aktion ist gut angelaufen

Das Ziel des KAZS besteht darin, bis 1998 in allen San D Anl des Kantons die Grundordnung erstellen zu lassen. Als ersten Schritt instruierte man alle DC San theoretisch und praktisch. Die eigentliche Arbeit wird dann in zwei Etappen erledigt werden: in den ersten wird der Plan und das Standortverzeichnis des zugeteilten Materials erstellt (dabei handelt es sich um eine reine Planungsarbeit), in der zweiten wird nun alles Material gemäss Plan eingeordnet. Nach Ansicht des KAZS ist es dabei wünschenswert, dass das Kader diese Arbeit erledigt, weil dann die Kaderangehörigen wissen, wo das Material lagert und in zukünftigen Ausbildungsanlässen die Materialkenntnisse geschult werden können. Die Aktion ist gut angelaufen; bis heute hat rund ein Viertel der 140 ZSO im Kanton Zürich beim KAZS Materialschränke bestellt. Der Kanton subventioniert diese und organisiert zudem eine Sammelbestellung. Aus finanziellen Gründen muss die Aktion allerdings auf drei Jahre erstreckt werden; die Reihenfolge der Gemeinden wird von den regionalen Ausbildungschefs in ihrer Mehrjahresplanung festgelegt. Der Kanton bietet aber nicht nur finanzielle Hilfe, sondern stellt den ZSO auch Fachberater zur Seite; diese Hilfe ist besonders in den Fällen nötig, wo ältere (kleine) San Hist zu San Po zurückgestuft wurden, was jeweils eine individuelle Lösung erfordert. Bisher wurde die Grundordnung in drei ZSO erstellt; das Echo war überall positiv. Andere Kantone zeigten bisher mit Ausnahme des Aargaus (noch) kein Interesse an der Grundordnung. Schliesslich sei noch erwähnt, dass das KAZS spezielle Kleber hat herstellen und an die ZSO abgeben lassen, damit diese alles Material, das erst im Ernstfall gebraucht werden darf (Gipsbinden, Einwegwäsche, Medikamente usw.) auf rationelle Weise kennzeichnen können. ▣



Saubere Ordnung – rascher Zugriff in Sanitätsanlagen.